

## La fin de l'informulation magique

Même si l'avancée de l'UDC est plus qu'une oscillation des graphiques électoraux, plus que le déplacement d'un chiffre après la virgule, même si l'échelle de mesure est plutôt celle de Richter, il n'y a pas eu un choix d'alternance. L'UDC n'a pas pris le pouvoir. Elle demeure une minorité. Elle n'est pas en mesure de dicter sa loi: ni le bicamérisme helvétique, ni le multipartisme, ni le contrôle référendaire ne le permettent. Même si son succès est impressionnant, ce n'est qu'un succès. Que peut-il changer?

La première solution serait de traduire la poussée de l'UDC en termes proportionnels. Elle aurait droit arithmétiquement à une plus grande tranche de pouvoir gouvernemental. Un siège de plus au Conseil fédéral. La formule magique serait simplement recomposée et donc reconduite. Solution de facilité parce que la politique n'est pas arithmétique, elle est choix gouvernemental. L'actuel équilibre du 2+2+2+1 est l'aboutissement d'une longue évolution qui commence à la prise de pouvoir totale des radicaux occupant sept sièges sur sept. Cette évolution voit ensuite un partage progressif des responsabilités avec les conservateurs catholiques, puis avec les socialistes, le parti radical se réservant le rôle de pivot central. Or ce rôle de pivot, il l'a perdu.

La formule magique ne peut pas être reconduite après correction arithmétique parce qu'elle reposait sur un contrat tacite. Chacun apporte sa représentativité, celle de son parti, son style personnel, sa capacité de compromis. L'accord gouvernemental, les sept exécutants, l'exécutif, le mettent en musique selon leur talent, leur savoir-faire politique. Aujourd'hui, après le succès de l'UDC, les conditions de cet accord tacite ne sont plus remplies. On va

devoir passer du tacite à l'explicite. De l'informulé (l'informulation magique) au formulé. A l'accord gouvernemental. De la formule magique au gouvernement de coalition.

Un accord gouvernemental avec l'UDC, telle qu'elle s'affiche, n'est pas envisageable en l'état, même si l'expérience cantonale, dont celle de Zurich, montre que l'UDC est absorbable dans une logique gouvernementale. Sa xénophobie, son instrumentalisation indigne de la peur de l'étranger sont disqualifiantes pour un parti représentatif du pays. D'autre part, son opposition intransigeante à l'Union européenne s'insère mal dans une équipe qui, même si elle est en position attentiste, doit en permanence négocier avec l'UE.

Si, malgré tout, un accord explicite était passé avec l'UDC, il mettrait en situation difficile le PS. Pour des raisons de principe évoquées ci-dessus. Mais aussi parce que la marge de manœuvre du PS est de plus en plus réduite, alors même que les assurances sociales ne sont pas consolidées.

L'informulé avait l'avantage d'éviter le recours aux mots qui fâchent et divisent. C'était un non-choix. Le gouvernement de coalition va imposer des choix. Ou un gouvernement de droite, faisant une large place à l'UDC, mais que feront les socialistes? ou un gouvernement centriste, acceptant de prendre le risque de ne pas transposer gouvernementalement le succès parlementaire de l'UDC.

Ce qui rend pessimiste, c'est que le Parti radical et le PDC sont en position d'arbitre, alors que leur défaite électorale les autorise mal à assumer avec force ce rôle. Ils risquent de céder à la facilité droitrière, quand le succès de l'UDC exigerait un sursaut et un regroupement pour relever le défi. AG

### Dans ce numéro

**Elections fédérales:** La formule magique s'essouffle. Des gouvernements de coalition pourraient voir le jour. *Lire l'édito et en page 2* - Au Tessin, la mise au ban de la conseillère d'Etat socialiste préfigure la fin de la politique de concordance sur le plan national. *Lire en page 2* - Roger Nordmann, candidat socialiste au Conseil national, raconte sa campagne électorale. *Lire en page 3*.

**Avenir Suisse:** La «boîte à penser» financée par les grandes sociétés suisses s'attaque au droit de recours des associations en matière de protection de l'environnement. L'étude publiée récemment fait la part belle aux intérêts économiques en guerre contre toute législation limitant leur action. *Lire en page 4 et 5*

# La gauche ne doit pas tirer sur l'ambulance

**Les radicaux et les démocrates-chrétiens sortent battus des urnes. Mais la Suisse a tout à gagner d'un rapprochement entre la gauche et les partis bourgeois.**

Les partis de la droite traditionnelle ont perdu les élections fédérales. Dans les cantons de Vaud et de Genève, la défaite prend un caractère historique. Les partis radical et libéral ont vécu une véritable Berezina.

L'affaiblissement de cette droite traditionnelle coïncide avec l'avènement de l'UDC sur le plan national en tant que parti nationaliste et conservateur. Les dernières publicités ont montré le vrai visage de ce parti. Les thèses ouvertement racistes de l'UDC sont profondément contraires à la nature même d'un État démocratique fondé sur le droit. La mue de l'ancien parti agrarien est définitivement achevée; les représentants de l'aile historique de l'UDC - le conseiller fédéral Samuel Schmid en tête - ne correspondent plus à la ligne des mal nommés «démocrates du centre».

Une première analyse pourrait conduire à se féliciter de l'effondrement des «ennemis» histo-

riques radicaux et démocrates-chrétiens. D'ailleurs, le score électoral de dimanche l'a démontré: le PS ne souffre pas de la montée en puissance d'un parti nationaliste. En misant sur une poursuite de l'érosion de l'électorat des deux anciens poids lourds de la vie politique suisse (PDC et PRD) et en musclant son discours, la gauche pourrait gagner un jour la majorité absolue, du moins dans certains cantons. La tentation est donc grande de vouloir tirer sur l'ambulance.

Pourtant, cette stratégie procéderait d'une grave erreur. Les choses sont désormais claires: l'UDC a franchi depuis longtemps la ligne blanche qui la rend irrémédiablement infréquentable. Il faut s'interdire toute alliance - fût-elle de nature objective - avec ce parti qui n'a plus sa place au Conseil fédéral. Et surtout, lutter avec les autres forces démocratiques de ce pays pour combattre point par point les idées développées par les représentants de ce qui est

désormais la première force politique suisse. À défaut, ces thèses inacceptables continueront leur progression dans l'opinion publique et façonneront le débat politique. En outre, la droite se verrait ainsi dans l'obligation de sortir du bois et de cesser son double langage à l'encontre de l'UDC.

Pour bâtir une Suisse moderne, progressiste et ouverte au monde, la gauche a besoin de partenaires dans la droite traditionnelle, capables de négocier et de trouver des solutions pour le futur. La disparition pure et simple de la démocratie chrétienne, qui représente une composante de toutes les droites au niveau européen, serait lourde de sens pour l'avenir du pays. Les partis de la gauche - et principalement le parti socialiste - sont en face d'un choix délicat: faire un pas en direction des défauts de dimanche pour éviter la propagation d'idées dangereuses pour la démocratie ou laisser la marmite sur le feu. Avec de sérieux risques d'incendie. *ad*

## Tessin

### Un signe avant-coureur

Le conflit qui oppose Patrizia Pesenti aux quatre autres conseillers d'États tessinois reflète la collision entre deux projets politiques inconciliables. Pour la droite emmenée par Marina Masoni, il s'agit de faire «maigrir la bête». «Moins il y en a, mieux c'est» pourrait être sa devise à propos de l'État. À quatre reprises, elle a fait baisser les impôts, surtout pour les milieux aisés. À tel point qu'en 2004, le canton du Tessin aura des recettes nominales inférieures à celle de l'an 2000.

Lorsque Patrizia Pesenti refuse de baisser de 20% les dépenses sociales pour rééquilibrer un budget miné par les rabais fiscaux, elle ne

défend pas une position extrémiste, mais un minimum de solidarité. Faut-il rappeler ici que le PS l'a écartée de la course au Conseil fédéral parce qu'il la suspectait de n'être pas «assez à gauche», notamment en raison de la politique rigoureuse qu'elle a menée dans le domaine sanitaire?

En réalité, ce qui s'est passé au Tessin préfigure ce qui pourrait se passer en Suisse au cours des prochaines années. En effet, l'arithmétique empêche de baisser les impôts et de maintenir simultanément un bon niveau de solidarité. Si le «paquet fiscal» est accepté et la hausse de TVA refusée, la crise des recettes suscitera un conflit d'une intensité insoupçonnée

entre la gauche et la droite dès l'élaboration des budgets 2005.

Or, notre système politique n'offre pas les outils institutionnels pour surmonter des situations aussi difficiles. Dans les régimes de concurrence politique, une coalition «centriste» serait vouée à l'éclatement. La tenue de nouvelles élections servirait alors de mécanisme régulateur. Si la droite l'emporte, elle peut poursuivre ses rabais fiscaux, mais doit en assumer elle-même les conséquences budgétaires, avec les coupes que cela suppose. Cela rend visible les effets de sa politique des caisses vides et offre de bonnes chances à la gauche de revenir ultérieurement. Inverse-

ment, si la gauche l'emporte lors des nouvelles élections, elle peut stopper cette politique antifiscale, ce qui ne la dispense pas d'une certaine rigueur budgétaire. Dans le système helvétique, ce type de conflit est censé se résoudre par la négociation, dans le respect non écrit de la collégialité. Or, face à l'âpreté des enjeux, le pieux principe de collégialité n'aurait pas d'effet miraculeux.

Faute de mieux, la démission peut servir de mode de régulation, à l'instar de ce qu'avait osé le conseiller fédéral socialiste Max Weber en 1953. Avec de bons arguments, les minoritaires ont des

*suite en page 3*

# Doutes de campagne

**Roger Nordmann, candidat socialiste dans le canton de Vaud, livre quelques impressions tirées de sa course au Conseil national.**

**S**ous l'œil des caméras, le débat se désarticule. Les protagonistes ne se répondent pas les uns aux autres comme dans une conversation. Ils émettent des petits monologues saccadés et simplistes. Etant donné que le téléspectateur risque à tout moment de zapper, les participants ne prennent pas le risque d'un propos nuancé ou d'une convergence de vue. C'est que le zappeur pourrait quitter l'orateur à l'instant où celui-ci semble faible. À la télé, chaque seconde de parole doit être exploitée pour marteler un message de base. En bon arithméticien, le politicien sait que le rendement de son intervention est égal à la valeur supposée de ses propos multipliée par le nombre de téléspectateurs. Cela donne une image complètement erronée de la politique, réduite à un combat de coqs où les adversaires ne s'écoutent plus. À cet égard, le film de Jean-Sébastien Bron, *Le génie helvétique*, est une antidote bienvenue.

## Loin des préoccupations des gens

Les problèmes évoqués dans les campagnes électorales sont loin des préoccupations des gens. Non pas que les politiciens soient forcément déphasés, mais parce que le monde est devenu à la fois compliqué et diversifié. Dans un débat qui traite successivement de transports publics, de petite enfance, d'agriculture et d'AI, le pourcentage de personnes concernées est faible: respectivement 30%, 10%, 2% et 3%, d'après mes estimations. Bref, en écoutant les débats qui s'égarant dans des détails sectoriels, je crains que très peu de gens ne se sentent concernés. Mais il est difficile de tenir un propos général qui ne parte pas dans le vague.

## Tessin

chances de revenir en force en arrachant des concessions aux majoritaires. Toutefois, dans les cantons, le parti du démissionnaire a de bonnes chances de retrouver son siège, malgré l'élection au système majoritaire. L'électorat centriste tient en effet à la représentation des minoritaires. Mais si le minoritaire est réélu, le fond du conflit n'est pas arbitré, et les institutions restent paralysées.

Pour remédier à ce problème, une rénovation fondamentale du système de gouvernement avait été proposée, sans succès, à la Constituante vaudoise. Le problème reste intact et il est probable que le dossier devra être rouvert. Car il s'agit d'antagonismes de fond. *rn*

## Particularité tessinoise

Le Tessin est l'unique canton qui élit son exécutif à la proportionnelle favorisant ainsi les candidats aux idées marquées. On peut y voir la cause de la présence de personnalités aussi antagonistes que Marina Masoni, égérie de la droite affairiste de Lugano, et de Patrizia Pesenti. Si Patrizia Pesenti - malgré son intention de rester - démissionne pour confronter la droite à ses responsabilités, c'est le premier des viennent-ensuite de la liste socialiste qui la remplace. Si les viennent-ensuite refusent, la loi tessinoise prévoit une élection complémentaire majoritaire.

## Si je ne faisais pas de politique, irais-je voter?

Pour pouvoir suivre un débat truffé d'allusions, de non-dits et de références techniques à des dossiers compliqués, il faut disposer d'un important bagage de culture politique. Or, pour le citoyen ordinaire, acquérir et entretenir ce bagage constitue une dépense d'énergie considérable. Au fond, ce dernier éprouve le sentiment que j'aurais en assistant à un congrès d'oncologie: ne rien piger. Et franchement, dans ces conditions, me hasarderais-je à donner mon opinion?

## Le confort du démagogue

Pour entraîner une colistière en vue d'un débat en italien, j'avais pris le rôle d'un candidat UDC. Quel jeu facile! Avec un peu de créativité, on s'invente des moulins à vents pour mieux les combattre. Mais les ficelles des démagogues sont grosses, et les gens ne sont pas idiots. Malheureusement, celui qui ne simplifie pas devient inintelligible. Entre l'incompréhensible discours des gens honnêtes et les propos des démagogues, c'est la peste ou le choléra. On comprend que beaucoup d'électeurs choisissent plutôt des personnalités que des idées. C'est probablement la raison pour laquelle les spécialistes des campagnes électorales préconisent de serrer des mains. Sûrement le plus efficace. Mais soyons honnêtes, le charme d'un candidat n'est pas un critère de choix très rationnel.

## Phobies

La peur semble être le maître mot de cette campagne: étranger, AVS, salaires, deuxième pilier, agriculture, paysage, emploi, criminalité, Europe, déficit, impôts. L'entier du débat électoral est squatté par les angoisses des uns et des autres. Comme si l'on ne pouvait que perdre, et rien gagner. Celui qui fédère les peurs sectorielles en une grande peur générale l'emporte... À ce jeu, Blocher et ses sbires sont imbattables, mais la gauche a progressé... malgré elle: face à des bourgeois qui attaquent l'AVS, les peurs apparaissent naturellement.

## Un pays sans projet

Depuis le triomphe des anti-européens, ce pays n'a plus de projet collectif. De tout côté, l'attitude est défensive: on espère sauver ce que l'on a, dans une perspective complètement statique et matérielle. Mais tout s'érode, à commencer par l'économie. Les projections montrent que dans cinq ans, les Autrichiens, membres de l'UE, auront un PIB par habitant plus important que nous. Au plan moral, la sauvegarde du secret bancaire et de ses turpitudes ne sont pas une bouée de sauvetage, mais un boulet de plomb. Quant à la haine des étrangers, existante ou supposée, elle ne nous mènera pas loin. Ce qui me frappe, c'est la difficulté du monde politique, même à gauche, à exprimer un projet collectif. Peut-être faut-il que l'érosion s'accroisse? *rn*

*Ce texte a été rédigé avant de connaître les résultats des élections.*

# Une fabrique de préjugés

**Le think tank de l'économie suisse, prétend apporter sa contribution au devenir du pays en produisant des analyses rigoureuses et indépendantes. Sa dernière contribution, un grossier pamphlet, montre que cette fondation n'est en réalité que le relais fidèle des intérêts très particuliers de ses mandants.**

**C**réée en 1999 par quatorze grandes entreprises helvétiques et dotée d'un capital de cinquante millions de francs, la fondation *Avenir Suisse* aborde des thèmes jugés importants pour l'avenir du pays. Elle confie des mandats à des experts en vue d'animer le débat public. Bien que l'activité de la fondation s'inscrive dans une perspective libérale - «les forces du marché doivent bénéficier de la plus grande liberté d'action possible et ce n'est pas à l'État de résoudre en priorité les problèmes de société» - *Avenir Suisse* insiste sur son indépendance et la rigueur de sa démarche.

## Discréditer le droit de recours

Sa dernière publication, *La protection de l'environnement se fourvoie*, dément cette ambition. Elle montre à quel point l'a priori libéral - comme tous les a priori d'ailleurs - trouble la vue et conduit à de grossières erreurs méthodologiques. C'est le sort commun de toute démarche où les conclusions relèvent de la croyance et non de l'analyse de la réalité.

Le but de l'étude est limpide. Il s'agit de discréditer le droit de recours des organisations de protection de la nature et de l'environnement, dont l'usage abusif provoquerait des dommages économiques et écologiques substantiels. Ce travail s'inscrit dans la longue lutte de la droite dure et des milieux économiques pour affaiblir la

protection de l'environnement. Les sévères coupures budgétaires infligées récemment à l'Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage (OFEFP) n'en constituent que l'épisode le plus récent.

## Défendre le bien public

La qualité pour recourir contre les décisions des autorités est reconnue aux organisations nationales à but non lucratif, depuis 1966 en matière de protection de la nature et du paysage, et dès 1985 dans le cadre du droit de l'environnement. L'idée du législateur est simple: lorsque des particuliers ou des collectivités locales s'opposent à un projet, c'est d'abord pour défendre leurs intérêts et non l'intérêt public protégé par ces législations (paysage, environnement naturel). Cet intérêt public a donc besoin d'un avocat indépendant: les organisations de protection de l'environnement. A noter que cette fonction n'est pas une invention helvétique; la plupart des pays développés connaissent des institutions analogues.

Face aux attaques répétées dont a fait l'objet le droit de recours des organisations de la part de parlementaires (DP n°1542, 1549, 1566), l'Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage (OFEFP), sur mandat du Conseil fédéral, a commandé une évaluation à trois universitaires genevois. Les résultats de cette étude montrent clairement que les critiques sont infondées.

- Non, les organisations ne font pas un usage abusif de leur droit de recours. Elles sont responsables de 1% seulement de tous les recours de droit administratif adressés au Tribunal fédéral.
- Oui, les organisations de protection de l'environnement mettent en évidence des comportements illégaux des autorités publiques; dans 63% des cas, le Tribunal fédéral leur donne raison, contre 18,5% pour l'ensemble des recours.
- Non, les organisations ne sont pas responsables du blocage des procédures et du renchérissement des projets, mais bien les promoteurs qui présentent des projets mal ficelés.
- Oui, le droit de recours a un effet préventif; il incite les administrations à examiner les projets avec plus de soin et constitue un complément bon marché aux contrôles de l'État qui souvent ne dispose pas d'effectifs suffisants pour remplir sa tâche.
- Non, les organisations ne s'opposent pas par principe à tous les projets, mais exigent des améliorations conformes au droit.

Ces résultats n'ont pas désarmé les adversaires du droit de recours qui, par le biais d'*Avenir Suisse*, attaquent maintenant avec cette prétendue contre-expertise. Car il s'agit bien d'un travail dépourvu de toute rigueur méthodologique, d'un regard partial dont l'unique objectif consiste à dé-

considérer l'action des organisations écologistes.

L'auteur met en doute l'indépendance des chercheurs genevois, puisqu'ils sont mandatés par l'OFEFP. Mais lui-même travaille pour une fondation qui défend les intérêts de l'économie. Il reproche à l'évaluation de l'OFEFP son manque de représentativité car elle ne repose que sur dix études de cas. Mais lui-même s'appuie sur neuf affaires, presque toutes choisies dans la région zurichoise. Par ailleurs, il ne se réfère qu'au point de vue des promoteurs, alors que les experts genevois ont entendu aussi bien ces derniers que les administrations et les organisations de protection de l'environnement.

## L'emprise des intérêts économiques

Dans les cas étudiés, le mandataire d'*Avenir Suisse* n'insiste que sur le rôle négatif des organisations, passant sous silence les entraves que représentent les recours de particuliers et de collectivités locales, tout comme l'usage des droits populaires. Le rapport n'explicite jamais la question de la conformité au droit des projets contre lesquels un recours a été interjeté. Au contraire, le droit de recours est présenté comme une menace qui permet aux organisations d'imposer aux promoteurs des mesures environnementales coûteuses. Mais si la menace est

*suite en page 5*

# La résistible vérité du réel

**Réquisitoire contre les faits, toujours incontestables, qui sacrifient le débat politique au nom des «certitudes scientifiques».**

Les faits sont têtus. Comme les réserves insuffisantes des caisses de pensions. Comme les inégalités fiscales entre cantons et communes. Comme le produit intérieur brut (PIB) qui stagne. Les faits sont les petits soldats du réel. Les indices de quelque chose qui échappe au discours, qui lui résiste. On peut les retourner dans tous les sens, ils diront toujours la même chose. Contre la mauvaise foi, les incantations idéologiques et la volonté de changement, si vaniteuse. En politique, ils deviennent l'arme absolue. De gauche à droite, les faits bétonnent les positions partisans et discréditent l'adversaire. La vérité se range tout naturellement du côté du réel.

Le relèvement de l'âge de la retraite à soixante-sept ans exploite la démographie. Les faits se calculent, ils tracent des courbes expressives, façonnent des prévisions arithmétiques. La population vieillit et continuera de vieillir. L'espérance de vie augmente. C'est comme ça, bon gré mal gré. L'état des

choses se dresse devant nous: une protubérance à portée de main. La société prend de l'âge, donc il faut travailler plus longtemps, histoire de sauver nos assurances sociales. Parole de Président de la Confédération. Le raisonnement est imparable. La certitude balaye toute opposition. Ou alors vous mentez, sinon vous rêvez au mépris de l'évidence. Impossible de dire non. On risque de se retrouver sur la touche. Marginalisé parmi les ignorants et les idiots qui n'en font qu'à leur tête, têtus à leur tour.

## L'abus de réalité

Il ne s'agit pas de contester les faits. Ils ont été établis suivant certaines méthodes, selon des procédures qui en garantissent le contrôle et la reproduction. Ils sont vrais dans la mesure où l'on accepte la démarche qui sert à les produire. Un fait découle toujours d'une observation, plus ou moins construite et maîtrisée - du simple regard distrait à l'expérimentation en la-

boratoire. Ensuite il se tient là, prêt à l'usage, sinon à l'abus.

On abuse des faits chaque fois qu'ils déguisent une mesure partisane en nécessité catégorique. Qui dit déficit des caisses publiques, dit austérité. Cela va de soi. La causalité, toute factice, singe une loi naturelle. Et contre la nature, il n'y a rien à faire sinon s'adapter, et que le meilleur gagne en souvenir de Darwin.

La réalité domine l'action. Les jeunes doivent s'adapter aux places d'apprentissage disponibles. Soyez flexibles! et il y en aura pour tout le monde. Il faut coller au réel, au risque de perdre son âme, mais pas son intérêt. Car celui-ci façonne toujours les choses à sa guise; sans le dire, bien sûr.

Quand la politique se livre à la toute puissance des faits - ce sérieux scientifique qui les rend inattaquables - elle assèche la richesse des hommes et des esprits. Elle renonce à sa mission: contester le délire de vérité du réel. *md*

## Avenir Suisse

prise au sérieux, c'est bien parce que souvent les projets ne sont pas conformes au droit et que leurs auteurs craignent un échec devant la justice.

A vrai dire l'auteur manifeste une conception très particulière du droit. Le législateur ne perçoit pas toujours les effets des normes qu'il édicte. L'application stricte de ces normes peut même se révéler contre-productive, aussi bien pour l'environnement que pour l'économie. En réalité, c'est bien l'économie qui fait souci à l'auteur. Ce dernier semble regretter le face-à-face discret des promoteurs et des administrations locales, générateur d'accommodements avec la législation, que viennent troubler les organisations lorsqu'elles rap-

pellent tout simplement le droit. D'ailleurs, il démolit lui-même l'argument de l'abus en notant que «les organisations ne choisissent de recourir que lorsqu'elles sont sûres de gagner». S'il reconnaît même à ces dernières un professionnalisme certain, c'est pour le leur reprocher!

## Contre l'environnement

L'auteur ne craint pas le ridicule quand il fait mention du cas du coureur automobile Michael Schumacher, désireux de construire une villa en zone agricole, avec la bénédiction de la commune concernée et du canton. Le sportif allemand a finalement renoncé à son projet face à l'opposition des organisations de protection de la nature,

un projet dont tout juriste digne de ce nom ne pouvait qu'attester l'illégalité. Et voilà que l'auteur se découvre en regrettant la rigidité du droit de l'aménagement du territoire, incapable de prendre en compte l'évolution de la société et de ses besoins.

Cet exemple illustre bien le fond du problème. En fait, c'est à la législation environnementale qu'en ont les milieux économiques et les députés qui partent à l'assaut du droit de recours. Mais plutôt que d'attaquer frontalement cette législation - une entreprise politiquement risquée - ils préfèrent concentrer leur tir sur les organisations et leur droit de recours, et sur l'OFEFP en rognant son budget. Ils espèrent

ainsi affaiblir la mise en œuvre du droit et vider de leur sens les règles qu'ils ont eux-mêmes édictées. L'Etat de droit, un thème pour discours patriotiques; dans l'intervalle, que se fassent les affaires. *jd*

H. Rentsch/Avenir Suisse, *Umweltschutz auf Abwegen. Wie Verbände ihr Beschwerderecht einsetzen*, Orell Füssli Verlag, Zurich, 2003. (résumé en français sur le site [www.avenirsuisse.ch](http://www.avenirsuisse.ch))

A. Flückiger, C.-A. Morand, Th. Tanquerel, *Evaluation du droit de recours des organisations de protection de l'environnement*, Berne, 2000. (résumé sur le site de l'OFEFP)

# Vietnam: chronique d'une bonne intention

Depuis peu, le pays suit la voie du libéralisme économique. Malgré de bons résultats, les inégalités se creusent et le régime politique se durcit.

Yvan Loehle

La conférence annuelle, organisée conjointement par la Direction du développement et de la coopération (DDC) et par le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) sur le Vietnam il y a quelques semaines, offrait l'occasion de faire le point sur un élève socialiste récemment assis sur les bancs d'école du libéralisme économique. A l'image de Deng Xiaoping en Chine qui, dès les années quatre-vingt, remplace le dogmatisme socialiste par une approche économique plus pragmatique, le Vietnam s'engage depuis 1986 dans un certain nombre de réformes de son système productif («*Doi Moi*», signifiant à la fois réforme et renouvellement). Il s'agit de raviver une économie asphyxiée par la disparition de l'aide économique de l'ex-URSS, mais sans que le système politique ne perde son âme socialiste.

## Un pays sur la bonne voie

A la grande différence de bons nombres de pays en voie de développement d'Afrique ou d'Amérique latine, le Vietnam dispose d'un Etat fort, grâce auquel il tente de garder le contrôle du processus de libéralisation. Ce dernier démarre plutôt bien, selon Ton Nu Thi Ninh, vice-présidente de la Commission parlementaire vietnamienne des affaires étrangères et invitée de cette journée. L'Etat fait son possible pour se maintenir au cœur du système financier et encadrer les investissements étrangers (qui représentent un quart du budget national). Il lui arrive de refuser certains prêts du Fonds monétaire international (FMI) lorsqu'ils sont conditionnés à une libéralisation des marchés considérée comme trop déstabilisante. Par ailleurs, ce dernier institue des quotas à l'exportation pour assurer prioritairement l'alimentation de sa population. Les résultats économiques sont plutôt convaincants. Avec une croissance économique de sept pour cent en 2002 et des investissements étrangers en augmentation (presque cinq milliards en 2002), le Vietnam est aujourd'hui considéré comme un «bon élève». Dépendant de l'aide alimentaire en 1990, il est aujourd'hui le troisième plus gros exportateur mondial de riz. Et à en croire la conseillère fédérale Micheline Calmy-Rey dans son discours de clôture, le bilan social est réjouissant. Durant la dernière décennie, le Vietnam a vu la pauvreté baisser de quinze pour cent et l'analphabétisme de sa population diminuer de presque la moitié. L'administration fédérale, qui a fait du Vietnam un pays «prioritaire» lui allouant en 2003 plus de dix-huit millions de francs (Seco et DDC réunis), ne peut que s'en féliciter.

Pourtant, la lecture de *Un seul monde*, dernier numéro du magazine de la DDC, offre une image plus nuancée, voire inquiétante de la situation. Au-delà des moyennes arithmétiques lissant la réalité, on observe des processus sociaux, écologiques et politiques similaires à ceux qui bouleversent nos sociétés. Les privatisations, encouragées par la crise économique de la fin des années nonante, sans parler des

terribles inondations qui ont touché il y a cinq ans huit millions de personnes, ont creusé les disparités sociales. D'un côté, on remarque une bourgeoisie récente profitant des nouveaux marchés. De l'autre, une population rurale pénalisée par le désinvestissement de l'Etat. Rüdiger Siebert constate que «l'Etat consacre toujours moins d'argent aux systèmes d'éducation et de santé, ainsi qu'à l'administration et à la recherche. Ceux qui en ont les moyens envoient leurs enfants dans des écoles privées et se font soigner dans des cliniques tout aussi privées. Mais la majorité des Vietnamiens ne peuvent pas s'offrir cela.» Sur le plan écologique, les succès économiques paraissent chèrement payés. «L'exploitation abusive de la nature, le bradage des richesses naturelles telles que pétrole et charbon, la culture intensive du riz dans le delta du Mékong, avec des dégâts écologiques provoqués par l'utilisation croissante de pesticides, ou encore la production massive de café qui exerce une pression sur les prix du marché mondial» sont les sources majeures d'inquiétude. Sur le plan politique finalement, le durcissement du régime - un signe de faiblesse face à des dynamiques économiques et sociologiques déstabilisantes - bloque tout processus démocratique qui permettrait un partage plus équitable des fruits des nouvelles richesses.

## Les failles du discours officiel

Alors que l'Organisation mondiale du commerce (OMC) peine à garantir la régulation de l'économie mondiale, l'exemple vietnamien nous tend un miroir légèrement décalé dans le temps. On peut y voir les mécanismes socio-économiques engagés depuis de nombreuses années dans la transformation des sociétés occidentales. Par la même occasion, ce pays qui avait la ferme intention de maintenir l'économie sous le contrôle du politique nous rappelle les failles du libéralisme économique à l'égard de l'écologie, des droits de l'homme et des exigences de justice sociale.

Le décalage entre les discours officiels tenus lors de cette Conférence - propos sans doute destinés autant aux investisseurs privés qu'aux acteurs de la coopération - et les constats rapportés par *Un seul monde* est significatif. Il est le reflet des inévitables contradictions et ambiguïtés propres aux politiques de coopération. Entre le credo de la DDC, qui consiste à donner aux acteurs locaux les moyens de diriger leur propre développement, et la voie du libéralisme économique encore considérée comme incontournable, l'équilibre n'est pas toujours facile à trouver. ■

Rüdiger Siebert, «Des marchés derrière le rideau de bambou», *Un seul monde*, n° 3, septembre 2003.

*Domaine Public* est volontiers austère et préfère le débat d'idées à la mise en valeur des individus. Mais nous ne boudons pas notre plaisir lorsque des membres, anciens ou actuels, de notre équipe brillent lors des élections fédérales.

A 35 ans, Géraldine Savary vient d'être élue au Conseil national sous les couleurs du parti socialiste vaudois. Elle fut la rédactrice salariée du journal pendant six ans, de 1996 à 2002. La militante venue du monde universitaire apprit à maîtriser des questions complexes et à les restituer pour nos lecteurs. Mais la femme de dossiers garda toujours intacte sa capacité de s'émouvoir, de prendre parti et de susciter de mémorables joutes verbales. Nous aimons croire, c'est notre petite vanité, que ces années à *Domaine Public* ne seront pas inutiles pour la navigation dans les écueils du palais fédéral. Roger Nordmann, lui, fait partie de notre équipe de rédacteurs bénévoles. Le voilà premier des viennent-ensuite sur la liste socialiste vaudoise, un excellent score pour une première participation à 30 ans; c'est le même résultat que celui de Géraldine Savary il y a quatre ans avec, pourquoi pas, le même avenir!

DP

# La statistique ne remplace pas le projet politique

Les régions se développent par-dessus les frontières nationales.

Les chiffres présentés dans la *Synthèse 2003* de l'Observatoire statistique frontalier, une émanation du Comité régional franco-genevois, illustrent clairement le destin commun des régions transfrontalières.

Les effectifs de la main-d'œuvre frontalière ont atteint un niveau record. Chaque jour, près de 41 000 personnes résidant dans les départements de l'Ain et de la Haute-Savoie vont travailler à Genève et dans le canton de Vaud, soit presque un tiers de plus qu'il y a quatre ans. Et cela alors même que la libre circulation n'est pas encore en vigueur.

Le «bassin de vie» franco-genevois, une

dénomination qui permet de ne pas trop insister sur la centralité de la cité de Calvin, compte 637 000 habitants dont un quart en France. Mais, depuis 1990, la croissance démographique de ce bassin est due principalement à la Haute-Savoie.

Ces données, tout comme les différents forums, colloques et séminaires régionaux, semblent effacer les frontières politiques, administratives et culturelles. Pourtant ce bassin de vie souffre d'une absence de projet territorial commun. Et plus les données statistiques précisent l'image de la région, plus elles mettent en évidence cette absence. Quand les politiques prendront-ils le relais des statisticiens?

dm

## Exposition

### Les bunkers jouent à cache-cache

Les Archives de la construction moderne exposent à l'École Polytechnique de Lausanne vingt-neuf photos de bunkers de Leo Fabrizio, jeune diplômé de l'École cantonale d'art de Lausanne (ECAL). Il a travaillé plus de trois ans sur ce thème, parcourant la Suisse à la recherche de ces ouvrages de fortification édifiés au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, parfois dans des endroits difficilement accessibles.

Le titre *Vingt-Neuf Homotypies* souligne l'étonnante ingéniosité déployée par les militaires pour faire prendre à leurs bunkers la forme et la couleur de leur environnement. Ces fortifications se camouflent en insignifiantes maisons, en chalet d'alpage, en

forêt de sapins métalliques ou en parois rocheuses.

Dans certaines œuvres, trouver le bunker devient un jeu de devinette tant il est bien camouflé. Seules des tôles ondulées derrière des fenêtres trahissent sa fonction aux spectateurs avertis. Ailleurs, le bloc de béton brut jure dans un paysage montagneux, au bord d'un lac ou aux alentours d'une ferme. Volontairement absent, le regard du photographe semble neutre et ne rien offrir de plus qu'une transcription de ce qu'il y a à voir. Évitant le paysage kitsch dont raffolent les films indiens si à la mode aujourd'hui et la critique de l'esprit étrié du «réduit national», les œuvres mettent en scène, sans com-

mentaire, la relation entre ces constructions sobres et leurs environnements parfois majestueux.

Cette exposition atteste du regain d'intérêt que suscite l'autochtone chez certains artistes suisses, comme dans l'exposition *Siedlungen, Agglomerationen* de Fischli et Weiss ou celle organisée en 1999 par Martin Heller sur le thème de l'autoroute. Avec une pointe de provocation, Leo Fabrizio travaille actuellement sur une série de photographies intitulées *Pizzascape*, qui propose un panorama de la gastronomie suisse sous vide.

cf

*Vingt-Neuf Homotypies*, EPFL, Bâtiment SG, jusqu'au 16 novembre.

#### IMPRESSUM

Rédacteur responsable:  
**Jacques Guyard (jg)**

Rédaction:  
**Marco Danesi (md)**

Ont collaboré à ce numéro:  
**Jean-Daniel Delley (jd)**  
**Carole Faes (cf)**  
**André Gavillet (ag)**  
**Daniel Marco (dm)**  
**Roger Nordmann (rn)**

Forum: **Yvan Loehle**

Responsable administrative:  
**Anne Caldelari**

Impression:  
**Presses Centrales Lausanne SA**

Abonnement annuel: 100 francs  
Étudiants, apprentis: 60 francs  
@bonnement e-mail: 80 francs  
Administration, rédaction:  
Saint-Pierre 1,  
case postale 2612  
1002 Lausanne  
Téléphone: 021/312 69 10  
Télécopie: 021/312 80 40  
E-mail: domaine.public@span.ch  
CCP: 10-15527-9

[www.domainepublic.ch](http://www.domainepublic.ch)

# Le peuple descendu du ciel

**Il y a un village Walser perdu dans une vallée tessinoise. Seule commune de langue allemande du canton jusqu'au dernier recensement, il cherche son salut entre l'amour du passé et le tourisme amnésique.**

**L**e village en carton-pâte se lève à l'horizon. L'aube éclaire en noir et blanc les maisons empilées au fond de la vallée. On est au Tessin, on dirait le Grand Canyon. Les hommes et les femmes parlent leur langue à l'abri des regards étrangers. L'automne appelle les marcheurs et la première neige. À Cevio, chef-lieu du Val Maggia, il faut tourner à gauche pour monter à Bosco/Gurin. La route franchit une saillie de granit. Elle enjambe la roche et la rivière qui fonce à toute allure. Le car postal bredouille à chaque virage. Vingt kilomètres étroits, crachés par la pierre en équilibre sur les ravins. Ils découpent la terre en tranches. Comme un gâteau trop cuit, trop sec. Les «oh» d'admiration gonflent le car. Au terminus, tout le monde descend.

Les panneaux indicateurs, montés à l'entrée de la commune, signalent l'histoire, l'économie et le folklore. Les touristes en chaleur avalent les textes polyglottes. Ensuite, ils se promènent émus, l'appareil-photo en joue. Ils mitraillent au flash et à la va-vite. Voilà l'église. Elle se dresse sur un promontoire bien en vue. Il fallait bien conjurer le diable et les avalanches. La neige a emporté plus d'une fois hommes et bétail. On distingue parfaitement les couloirs et les toboggans qui dévalent les pentes et menacent encore les maisons flétries par la peur. Aujourd'hui, l'aménagement du domaine skiable et le reboisement intensif ont réduit le danger.

## L'allemand vire à l'italien

Bosco/Gurin perd sa langue. L'allemand d'antan est en sursis. Selon le recensement fédéral 2002, la majorité de ses habitants parle désormais l'italien. L'épicière et la boulangère font de la résistance. La première, fleurie comme un géranium, salue en dialecte tout le monde, histoire de marquer le coup. L'autre, enfouie dans une robe enfarinée, bredouille à peine l'italien ou l'allemand, enfin le bon allemand. Car le patois s'épanche en coulisse.

L'héritage des Walsers vacille. L'enjeu dépasse la suprématie linguistique. Il concerne le futur du village. Il y a les modernes et les classiques. D'un côté, on voudrait conserver le passé, censurer tout changement, transformer la commu-

ne en Ballenberg transalpin boulonné à ses sources germaniques. Un musée ethno-paysan, créé en 1938 par Hans Tomamichel - peintre et gloire du village - conjure les ravages du temps. «Tout est comme avant», chuchote la conservatrice. De l'autre, on dessine une station touristique avec montagnes pour toutes les saisons, enneigement artificiel de Noël à Pâques et hôtellerie de qualité. Malheureusement, l'architecture est médiocre. Les Walsers font la grimace. Le conflit gronde sans éclater vraiment. Personne ne veut la guerre. Les ennemis mènent un combat discret. On entend ça et là des demi-mots, des soupirs.

## Les touristes ou la mort

Les paysans tirent la langue. «Nonante vaches et 250 chèvres pour septante habitants laissent peu d'espoir», malgré la tonne de fromage annuelle écoulée dans les «grotti» de la région. Cloué au fond d'une cuvette pendue au ciel, Bosco/Gurin doit compter sur le tourisme au risque d'en mourir. C'est là que les deux camps s'affrontent. Le patrimoine contre les loisirs d'hiver et d'été. La mêlée risque de durer longtemps. Exacerbée par le 750<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de l'église qui remue passé et présent. Si la mémoire, fêtée en grande pompe, vaut bien une messe, l'avenir allume son lot de disputes et de complots qui sèment le trouble dans le calme pastoral des lieux, verrouillés à 1550 mètres d'altitude - record tessinois pour un village alpin habité toute l'année.

Les Walsers descendent en 1244 sur ces pâturages appartenant aux villes d'en bas. Un bail en héritage leur assure la jouissance des terres. Ils ont quitté le Val Formazza, en Italie, via le Gurinerfurka. En 1799, cinq mille soldats autrichiens en déroute fondent sur Bosco/Gurin par le même chemin. Vaches, pains et fromage épargnent viols et pillages aux villageois. Les ex-voto payés aux murs de l'église racontent toujours le drame.

Les touristes foulent les chemins des Walsers bouche bée. Le paysage sent l'écologie et les paiements directs, malgré les pilons des installations de remontée mécaniques. Les canons à neige, encore couverts d'un préservatif estival,

vont bientôt blanchir les hivers avars. La montagne encaisse l'outrage. Elle s'effrite en gros morceaux de praline, en meringues argentées. Elle glisse. Elle se ride et s'éboule pour chanter les Walsers, géants des Alpes, yétis célestes, ennemis de la plaine. Mais la plaine monte semblable à une marée.

## Au nom du ciel

Dieu est partout. Alors que l'âme des morts s'échappe d'une fente ouverte dans la paroi des maisons. Une vieille dame, limpide comme un cristal, esquisse d'un doigt nouveau l'envol dans les bras de l'éternel. L'âme Walser fuit l'enfermement. Voilà son destin. Les chapelles abandonnées à l'écart des chemins trahissent l'angoisse d'une terre au-dessous du ciel. L'homme a besoin de Dieu. Mais Dieu a besoin des hommes.

Plus haut, le profane se moque du sacré. La station du téléphérique singe une cathédrale encastrée à 2000 mètres d'altitude. On ne prie pas. Il y a seulement le balancement têtard des sièges sous les rafales du vent. Et la présence coriace des Walsers, couchés dans leurs cercueils solaires. Un enterrement, un vrai, zigzague entre les vacanciers insouciantes. Les indigènes émigrés viennent encore mourir ici. L'appel de la fin épouse la fierté des origines. Tout se passe très vite. Le cortège funèbre disparaît derrière un virage, vers le cimetière accoudé à l'église.

On ne parle plus à Bosco/Gurin. Le village semble aphasique, l'allemand des Walsers devient incompréhensible, se retourne sur lui-même, otage du pittoresque. L'indépendance légendaire d'un peuple nomade, halluciné certes par une journée d'automne, se rend aux ordres du marché touristique.

La descente en car postal est un long adieu. Le frein moteur crie de bon cœur. La nostalgie chante sa chanson. La saison d'hiver approche. La société Grossalp AG se frotte déjà les mains. Les nuages gros de pluie font coucou derrière les crêtes. Les téléskis chauffent les moteurs. L'avenir parle italien. La langue de Bosco/Gurin se tait. Fanée. On retourne le décor pour tourner un autre film. En couleur. *md*